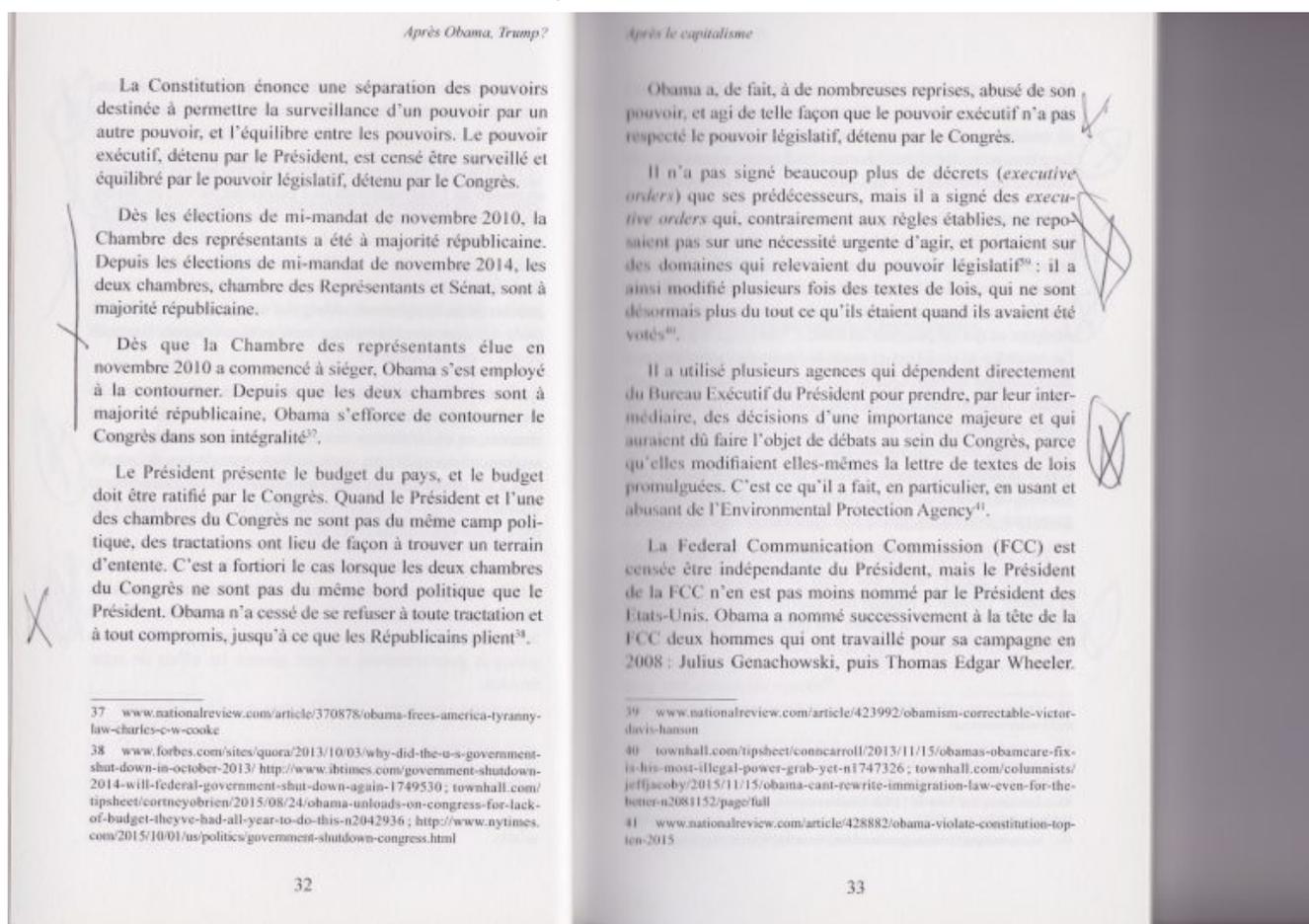


Du catastrophique état de l'Amérique après Obama (2), parlons de la dictature Obama...

écrit par Christine Tasin | 21 janvier 2017



Les medias américains ont beau jouer les offusqués, [crier au scandale](#), dire que l'on n'a jamais entendu un tel discours lors de l'investiture d'un Président de la République, l'état de l'Union est terrible, comme l'explique, à coups d'exemples et de statistiques officielles Guy Millière, dans son troisième tome consacré à Obama.

Nous avons déjà évoqué le problème du chômage et de la pauvreté dans un premier volet de compte-rendu du livre.

<http://resistancerepublicaine.com/2017/01/12/bilan-obama-429-d>

[e-chomeurs-aux-etats-unis-cest-ca-le-modele-macron-fillon-1/](#)

Voici une deuxième série d'extraits, très clairs. En attendant un troisième volet.

6 pages scannées qui donnent une image d'Obama très éloignée de celle que medias et politiques du monde entier tentent de donner depuis 8 ans.

Si on résume, Obama a fait des pieds et des mains pour contourner la constitution dont il a répété qu'elle était un inconvénient et le Congrès américain.

Le Congrès n'est pas d'accord avec lui ? Il refuse tout compromis et maintient sa position jusqu'à ce que le Congrès, de guerre lasse et de peur de voir l'exécutif immobilisé lâche.

Le Congrès a voté des lois qu'il désapprouve ? Il modifie grâce à des décrets ces lois et les dénature.

Il fait modifier par une agence à ses bottes les règles d'Internet, en faisant un outil de communication-restriction selon ses règles.

Le Congrès ratifie les traités ? Obama évite de passer par le Congrès en promulguant des traités qu'il appelle accords, échappant ainsi à la ratification constitutionnelle par le Congrès.

Il en est de même pour la déclaration des guerres, devenues des "opérations militaires" échappant à la ratification du Congrès.

Et il a clairement porté atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire... Lire notamment la page 36 ci-dessous avec l'exemple du Ministre de la justice.

Cliquer sur les images pour les voir plus nettes.

La Constitution énonce l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Obama a nommé dès janvier 2009 au Ministère de la justice l'un de ses fidèles lieutenants, Eric Holder, et celui-ci est resté en fonction jusqu'en avril 2015. Il s'est rendu coupable à de nombreuses reprises d'obstruction à l'action de juges, et a fait suspendre des poursuites contre des organisations pourtant coupables de crimes fédéraux, ainsi le New Black Panther Party⁴⁹. Il s'est lui-même rendu coupable d'actions qui, selon les principes constitutionnels, auraient dû entraîner sa démission immédiate et sa mise en examen : une vente d'armes à des cartels de la drogue mexicains qui a mal tourné (dossier Fast and Furious⁵⁰), des écoutes téléphoniques illégales sur la ligne d'un journaliste (James Rosen⁵¹) et sur les lignes d'une agence de presse (Associated Press⁵²). Le Congrès a mis en place des commissions d'enquête et convoqué Eric Holder. Malgré l'existence avérée de charges accablantes, aucune poursuite n'a pu être engagée contre lui. Seul le Ministre de la justice pouvait nommer un procureur à même d'agir contre le Ministre de la justice, et il ne l'a, bien sûr, pas fait. Le Congrès pouvant aussi proposer un *impeachment* contre un Ministre a envisagé, là, sans hésiter, une procédure d'*impeachment*. Celle-ci n'a pas abouti pour les raisons

49 www.theblaze.com/stories/2012/08/08/did-eric-holder-commit-perjury-in-black-panther-voter-intimidation-case-watchdog-publishes-some-revealing-documents/

50 nypost.com/2014/12/14/how-eric-holder-spun-the-fast-and-furious-scandal-to-a-lapdog-media/

51 www.foxnews.com/politics/2014/10/29/holder-says-subpoena-to-fox-ncws-reporter-is-his-one-regret.html

52 www.huffingtonpost.com/2013/05/15/james-cole-ap-subpoena_n_3280527.html

qui ont fait qu'aucune procédure d'*impeachment* n'a été lancée contre Barack Obama⁵³. Eric Holder a été remplacé en avril 2015 par une personne choisie par Obama, Loretta Lynch, qui s'assure depuis qu'aucune poursuite ne peut se trouver engagée contre Eric Holder ou un autre membre, présent ou passé, de l'administration Obama⁵⁴.

Hillary Clinton, qui fut Secrétaire d'Etat pendant le premier mandat d'Obama a dû répondre de ses actes devant deux commissions d'enquête du Congrès, dans deux dossiers : l'un concernait l'utilisation par elle d'un serveur internet privé et de la transmission d'éléments classés « secret-défense » par le biais de ce serveur, non sécurisé, et donc susceptible d'être piraté par des puissances ennemies (à ce jour, plus d'un millier d'emails contenant des éléments classés « secret-défense » et ainsi transmis ont été retrouvés par le FBI⁵⁵), l'autre concernait une dissimulation de faits et un parjure dans une affaire concernant l'attaque du consulat américain de Benghazi, en Libye, au cours de laquelle quatre Américains, dont l'ambassadeur des États-Unis en poste à Tripoli ont été tués⁵⁶. Aucune poursuite n'a été engagée contre Hillary Clinton. Il est très vraisemblable qu'aucune poursuite ne sera engagée contre elle tant que Barack Obama sera Président, et Loretta Lynch ministre de la justice.

53 Cf. www.frontpagemag.com/fpm/237871/arrogance-eric-holder-matthew-vadhan, www.nationalreview.com/article/382431/impeach-holder-joel-gehrke.

54 www.nationalreview.com/article/417344/lynch-vs-constitution-andrew-mccarthy

55 www.nationalreview.com/article/424609/nsa-chief-clintons-private-server-was-opportunity-foreign-spies-brendan-bordelon; www.bloomberg.com/politics/articles/2015-09-22/fbi-said-to-recover-personal-e-mails-from-hillary-clinton-server; uk.businessinsider.com/fbi-hillary-clinton-email-investigation-2016-1?US&IR=T

56 www.nationalreview.com/article/426289/hillary-clinton-obama-benghazi-1e